

Service Santé Protection Animale et environnement
3 rue Jehan Pinard
BP 19
89000 Auxerre

Auxerre, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MANDRON FRANÇOIS

Rue de Farges
89660 Brosse

Références : CLB/ID ENV N° 26 000 0001
Code AIOT : 0058900418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement MANDRON FRANCOIS implanté Rue des Champs Picards 89660 Montillot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite répond aux exigences du plan pluriannuel de contrôle défini en application de la directive IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANDRON FRANCOIS
- Rue des Champs Picards 89660 Montillot
- Code AIOT : 0058900418
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 10 avril 2008 pour exploiter un élevage de 55000 volailles de chair (rubrique 3660-c) et un atelier d'engraissement de 160 bovins (rubrique 2101-1).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Stockage
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La rénovation des bâtiments d'élevage de volailles a débuté par un désamiantage : les plaques de fibrociment-amiante ont été démontées et soigneusement empilées sous le hangar de stockage de fourrage. Elles ne présentent pas de risque de contamination de l'environnement, tant qu'elles ne sont pas détériorées par une manœuvre maladroite.

Toutefois la situation n'est pas conforme : la DREAL interrogée, m'informe que ces plaques sont des déchets qui doivent être évacués dans un délai d'un an. A défaut, le site devient lui-même une installation de stockage à autorisation, ce qui nécessiterait une demande d'autorisation auprès de la préfecture, qui serait instruite par la DREAL.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Emissions NH3	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
2	Emissions NH3	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
3	Emissions NH3	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
4	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
5	Réseau séparé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
6	Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
7	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
8	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée pour les items contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Prescription contrôlée : Afin de réduire l'azote total excrété et, par conséquent, les émissions d'ammoniac, tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à une ou plusieurs des techniques ci-dessous. a Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles. b Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. c Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes. d Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.
Constats : 5 formules d'aliments avec : - taux de protéines variables en fonction du stade de croissance (diminution progressive) - adjonction d'acides aminés (méthionine)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Emissions NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 22
Prescription contrôlée : Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant de l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à incorporer les effluents dans le sol dès que possible. Délai associé à la MTD : 0-4h
Constats : Enfouissement sous 24h, pour le fumier épandu sur les terres en propre : personnel insuffisant pour réaliser l'incorporation immédiatement après l'épandage Une partie du fumier est exportée sur les terres mises à disposition par d'autres exploitations, comme indiqué dans le dossier de demande d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Emissions NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 32
Prescription contrôlée : Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poulets de chair, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous. a Ventilation dynamique et système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde). b Séchage forcé de la litière utilisant l'air ambiant intérieur (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde). c Ventilation statique avec système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde). d Litière sur tapis de collecte des effluents d'élevage, avec séchage par air forcé (dans le cas de systèmes à étages). e Sol recouvert de litière, chauffé et refroidi (dans le cas des systèmes combideck). f Utilisation d'un système d'épuration d'air tel que : 1. laveur d'air à l'acide ; 2. système d'épuration d'air double ou triple ; 3. biolaveur (ou biofiltre).
Constats : Ventilation statique avec ventilation supplémentaire en été Pipettes avec augettes de récupération
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Bref IRPP
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »

Constats : Déclaration des émissions polluantes faite chaque année : Émissions calculées par le module GEREP : 0,038 kg NH3/emplacement/an
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - déclarer le niveau de production en "UGB", soit : le nombre de poulets sortis x 0,007 - renseigner la consommation d'eau totale : ce qui est bu, mais aussi la consommation liée au nettoyage et, le cas échéant, à la brumisation
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réseau séparé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Absence d'aires d'exercice extérieures Les eaux de pluie des toitures des poulaillers sont évacuées vers le milieu naturel Les eaux de pluie des bâtiments d'élevage de bovins et du stockage de fourrage sont collectées par gouttières puis évacuées vers le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux bâtiments des élevages sur litière accumulée. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.
Constats : Bâtiments volailles : sol en argile compactée, et soubassements étanches (récemment restaurés) Bovins sur litière accumulée : disposition non applicable
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des effluents en zone vulnérable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
Constats : stockage en bout de champ moins de 9 mois Absence de stockage à la date du contrôle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Rejet direct d'effluents vers les eaux souterraines non constaté
Type de suites proposées : Sans suite